

- tennis de table
- tennis
- triathlon – duathlon
- football
- volley-ball
- cyclisme
- voile
- natation

2° Catégorie 2 : les disciplines paralympiques de la discipline sportive handisport, proposées par la fédération unisport handisport

3° Catégorie 3 : les sous-disciplines des disciplines sportives, proposées par les fédérations unisport de catégorie A2 ou par la fédération unisport handisport figurant pour la première fois ou à nouveau au programme des Jeux olympiques ou paralympiques après l'olympiade en cours

4° Catégorie 4 : les disciplines sportives ou sous-disciplines qui ne relèvent pas des catégories visées au point 1°, 2° ou 3°, mais qui sont pratiquées par des sportifs ou talents sportifs de haut niveau participant aux Jeux olympiques, aux Jeux paralympiques, aux Jeux olympiques de la jeunesse, aux Jeux européens, au Festival olympique de la jeunesse européenne ou aux Jeux mondiaux.

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 janvier 2017 portant exécution du décret du 10 juin 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement du secteur du sport organisé en ce qui concerne la fixation des conditions d'obtention d'une subvention pour la mise en œuvre de l'accent stratégique « sport de haut niveau »

Bruxelles, le 27 janvier 2017.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

Le ministre flamand de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et des Sports,
Ph. MUYTERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/11051]

9 FEVRIER 2017. — Décret portant diverses mesures dans l'enseignement de promotion sociale (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Article 1^{er}. A l'article 12, § 3, alinéa 9, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le cinquième tiret est remplacé par « les personnes qui bénéficient du revenu d'intégration sociale (RIS) ou d'une aide financière équivalente au revenu d'intégration sociale (ERIS) ».

Art. 2. A l'article 24, § 4, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1. les mots « unités de formation » sont remplacés par les mots « unités d'enseignement »;
2. les mots « de régime 2 ou de régime 1 » sont supprimés;

3. les mots « de la Commission de concertation visée à l'article 15 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale » sont remplacés par les mots « du Conseil général visé à l'article 78 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale »;

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 3. § 1^{er} A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, un alinéa supplémentaire est ajouté, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 79, 82, 83, 84, 86, 87, 88, 89, 90 et 91 ne s'appliquent pas à l'enseignement de promotion sociale. ».

§ 2. Dans le même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'article 83, alinéa 1^{er}, 3°*bis* est supprimé;

2° à l'article 83, alinéa 1^{er}, 4°, les termes « dans l'enseignement de promotion sociale, l'ancienneté de fonction requise est de 600 jours au moins; » sont supprimés;

3° l'article 83, alinéa 1^{er}, 7°, est supprimé;

4° l'article 84, alinéa 2, est supprimé.

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection*

Art. 4. § 1^{er}. L'article 1^{er}bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, est supprimé.

§ 2. Dans le même arrêté, l'annexe I est supprimée.

CHAPITRE IV. — *Modifications du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale*

Art. 5. A l'article 5bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, le point g) est remplacé par « g) les périodes de suivi pédagogique »;

2° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° activités de développement professionnel : activités d'apprentissage visées à l'article 76, 2°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études; »;

3° le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° périodes supplémentaires : périodes organisées dans le cadre de l'admission ou la sanction d'une unité d'enseignement en faveur d'un ou de plusieurs étudiants qui éprouvent des difficultés à maîtriser certaines capacités préalables requises ou certains acquis d'apprentissage d'une unité d'enseignement; »;

4° le 13° est remplacé par ce qui suit :

« 13° Expertise pédagogique et technique : activités d'enseignement statutairement rattachées à une fonction d'une unité d'enseignement. Ces activités ont pour objet la maintenance, le développement de matériels et de supports pédagogiques, le développement de matériels et de supports administratifs, la création et le développement d'activités de recherche, de projets pédagogiques, la coordination des conseils des études et le suivi pédagogique d'étudiants ou de candidats étudiants; »;

5° le 15° est remplacé par ce qui suit :

« 15° e-learning : apprentissage en ligne centré sur le développement de compétences par l'apprenant et structuré par les interactions avec le tuteur et les pairs; »;

6° un 25° est ajouté, rédigé comme suit :

« 25° périodes de suivi pédagogique : périodes organisées en faveur d'un ou de plusieurs étudiants permettant d'assurer le suivi pédagogique; »;

7° un 26° est ajouté, rédigé comme suit :

« 26° activités de formation : activités de développement de compétences répondant à des demandes ponctuelles d'institutions publiques ou privées, structurées sur base d'objectifs pédagogiques sans pour autant que ceux-ci ne soient formalisés dans un dossier pédagogique, et ne faisant pas l'objet d'une évaluation par le Conseil des études. ».

Art. 6. A l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 2, le terme « reconnaissance » est remplacé par le terme « valorisation »;

2° un alinéa supplémentaire est ajouté, rédigé comme suit :

« La valorisation est le processus d'analyse des compétences acquises de manière formelle, non formelle et informelle de l'étudiant, en regard des capacités préalables requises lors de l'admission ou en regard des acquis d'apprentissage dans le cadre de la dispense de certaines activités d'enseignement d'une unité d'enseignement ou de la sanction d'une unité d'enseignement. ».

Art. 7. L'article 36 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 36. - § 1^{er}. Le suivi pédagogique est une activité d'enseignement individuelle ou collective d'aide à la réussite visant à identifier, à soutenir ou à remédier aux difficultés d'apprentissage éventuelles d'un ou de plusieurs étudiants inscrits dans une unité d'enseignement en vue de promouvoir le développement et l'atteinte des acquis d'apprentissage avec de meilleures chances de succès.

Sans préjudice de l'article 91/6, le Conseil des études décide de l'utilité, du contenu et de la durée de ces activités d'enseignement.

§ 2. Chaque pouvoir organisateur d'enseignement de promotion sociale définit le projet pédagogique de l'établissement ainsi que le plan d'accompagnement des étudiants.

Le Gouvernement détermine les critères d'évaluation du plan d'accompagnement des étudiants.

Le service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale est chargé d'évaluer le plan d'accompagnement des étudiants.

§ 3. Une personne de référence est désignée au sein du personnel pédagogique et du personnel auxiliaire d'éducation de chaque établissement afin de coordonner l'ensemble des activités d'enseignement liées à l'encadrement, aux périodes supplémentaires, à la valorisation des acquis d'apprentissage formels, non formels et informels, au suivi pédagogique au conseil des études et à l'expertise pédagogique et technique.

La personne de référence est désignée par le pouvoir organisateur dont relève l'établissement de promotion sociale. Lorsque ledit établissement relève du réseau de la Communauté française, la personne de référence est désignée par la direction de l'établissement ».

Art. 8. A l'article 48 du même décret, un § 9 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 9. Par dérogation au § 2, l'âge de diplomation visé au 3° n'est pas d'application en cas de co-diplomation avec une université, une haute école ou une école supérieure des arts. ».

Art. 9. - A l'article 51 du même décret, les termes « à l'article 17 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française et » sont insérés entre les termes « Le certificat d'aptitudes pédagogiques (CAP) visé » et « à l'article 16 ».

Art. 10. A l'article 91/6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, un 5° est ajouté, rédigé comme suit : « 5° activités de formation »;

2° à l'alinéa 2, les termes « huit pour cent » sont remplacés par les termes « dix pour cent »;

3° un alinéa 3 est ajouté, rédigé comme suit :

« Sauf dérogation accordée par le Gouvernement pour une durée déterminée et à l'exception des périodes financées sur la base de conventions visées à l'article 114, le total des périodes consacrées aux activités de formation ne peut dépasser le plafond de un pour cent de la dotation de périodes organique visée à l'article 82. ».

Art. 11. A l'article 96^{ter} du même décret, les termes « ou une réorganisation de l'offre d'enseignement en termes de niveau d'enseignement » sont insérés entre les termes « d'un autre établissement » et les termes « Une restructuration ».

Art. 12. Un article 120^{bis} est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 120^{bis}. – § 1^{er}. Les établissements d'enseignement de promotion sociale peuvent organiser des formations en alternance dans l'enseignement secondaire.

§ 2. L'enseignement secondaire de promotion sociale en alternance est un enseignement dans lequel l'acquisition des compétences nécessaires pour l'obtention d'un certificat se fait en entreprise à concurrence de 40 % des activités d'enseignement de la section.

Le Gouvernement fixe les modalités de répartition des 60 % restants.

Le terme « entreprise » inclut le secteur non marchand ainsi que les services publics, en Communauté française ou hors Communauté française. »

Art. 13. Un article 120^{ter} est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 120^{ter}. – § 1^{er}. Le nombre de périodes prévu dans le dossier pédagogique effectivement organisé par les établissements de promotion sociale en alternance est prélevé de la dotation-période des établissements concernés, conformément aux articles 82 à 93 et 102.

§ 2. Le fait de suivre des unités d'enseignement en alternance ne modifie en rien les montants des droits d'inscription ainsi que les dispenses de celles-ci en vigueur dans l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française. »

Art. 14. Un article 120^{quater} est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 120^{quater}. – Les activités d'apprentissage comportent des acquisitions de compétences en entreprise qui font l'objet d'une évaluation.

L'entreprise participe à l'évaluation de l'acquisition des compétences selon les modalités définies dans la convention d'alternance.

Le Gouvernement fixe les lieux d'apprentissage de la formation. »

Art. 15. Un article 120^{quinquies} est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 120^{quinquies}. – L'enseignement secondaire de promotion sociale en alternance peut être organisé dans des secteurs qui mènent à des métiers en pénurie, à de nouveaux métiers, à des métiers en évolution, à des métiers liés au développement durable ou à des métiers en lien avec la reprise économique. »

Art. 16. Un article 120^{sexties} est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 120^{sexties}. – Les formations organisées en alternance peuvent donner accès à des certificats correspondants tels que prévus par l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à la procédure de correspondance des titres délivrés dans l'enseignement de promotion sociale du 1^{er} octobre 1991. »

Art. 17. Un article 120^{septies} est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 120^{septies}. – Les certificats ainsi délivrés mènent à des niveaux de certification reconnus par le cadre francophone des certifications. »

Art. 18. Un article 120^{octies} est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 120^{octies}. – Tout étudiant inscrit dans une formation organisée en alternance conclut une convention d'alternance.

Le Gouvernement détermine les modalités et le modèle de la convention d'alternance. »

Art. 19. Un article 120^{nonies} est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 120^{nonies}. – Un rapport d'évaluation de l'application des articles 120^{bis} à 120^{octies} est réalisé annuellement à partir de son entrée en vigueur et transmis au Gouvernement et au Parlement. »

Art. 20. L'article 123^{bis} du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 123^{bis}. – § 1^{er}. Il est créé une commission sous régionale correspondant à chaque bassin Enseignement qualifiant – Formation Emploi (EFE) défini au §2.

§ 2. Les bassins EFE visés au § 1^{er} sont les zones géographiquement délimitées conformément à l'article 3 de l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant – Formation – Emploi. Celles-ci sont les suivantes :

1° l'EFE de Bruxelles, composé des communes suivantes : Anderlecht, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre;

2° l'EFE du Brabant wallon, composé des communes suivantes : Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Genappe, Grez-Doiceau, Hélicine, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies - Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Walhain, Waterloo, Wavre, Villers-la Ville ;

3° l'EFE de Wallonie picarde, composé des communes suivantes : Antoing, Ath, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warнетon, Ellezelles, Enghien, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly, Tournai;

4° l'EFE de Hainaut centre, composé des communes suivantes : Binche, Boussu, Braine-le-Comte, Chapelle lez Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Mons, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Soignies;

5° l'EFE de Hainaut sud, composé des communes suivantes : Aiseau-Presles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erquelines, Farcennes, Fleurus, Fontaine-l'Evêque, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure, Les Bons Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, Viroinval et Walcourt;

6° l'EFE de Namur, composé des communes suivantes : Andenne, Anhée, Assesse, Beauraing Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur, Ohey, Onhay, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir;

7° l'EFE du Luxembourg, composé des communes suivantes : Arlon, Attert, Aubange, Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La-Roche-en-Ardenne, Légglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchateau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin;

8° l'EFE de Liège, composé des communes suivantes : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé;

9° l'EFE de Huy-Waremme, composé des communes suivantes : Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimés, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincet, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges;

10° l'EFE de Verviers, composé des communes suivantes : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimés, Welkenraedt.

§ 3. Les commissions sous-régionales ont pour mission :

— de se saisir de toute question relative à l'offre de l'enseignement de promotion sociale dans le cadre des compétences des bassins EFE;

— de veiller à la cohérence de l'offre d'enseignement avec les besoins socio-économiques constatés en assurant le lien avec les structures réunissant les acteurs socio-économiques du bassin EFE et en lien avec toute instance relative à l'enseignement;

— de remettre des avis au Conseil général visé à l'article 78, d'initiative ou à la demande de celui-ci.

— de remettre des avis tels que mentionnés à l'article 13, § 1^{er}, 4°, de l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant – Formation – Emploi.

§ 4. Chaque commission visée au § 1^{er} se compose d'un membre par établissement dont le siège ou une implantation est situé dans le bassin, et d'un représentant de chaque organisation syndicale représentative en vertu de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si la zone compte plus de 30 établissements ou implantations, la représentation syndicale est portée à 3 représentants pour chaque organisation syndicale visée à l'alinéa 1^{er}.

Le membre représentant les établissements est le chef d'établissement. A défaut, un délégué est désigné :

— par le chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la communauté française;

— par le pouvoir organisateur de l'établissement pour l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Les mandats sont gratuits. Les membres ont cependant droit au remboursement de leurs frais de parcours. ».

CHAPITRE V. — *Modifications du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 21. A l'article 33 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les termes « de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale créée » sont remplacés par les termes « du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale créé ».

Art. 22. - A l'article 58 du même décret, les termes « de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale visée » sont remplacés par les termes « du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale visé ».

CHAPITRE VI. — *Modifications du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives*

Art. 23. A l'article 53 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 4°, les termes « Conseil supérieur : le Conseil supérieur » sont remplacés par les termes « Conseil général : le Conseil général »;

2° au 6°, les termes « unité de formation » sont à chaque fois remplacés par les termes « unité d'enseignement ».

Art. 24. A l'article 54 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les termes « du Conseil supérieur » sont remplacés par les termes « du Conseil général »;

2° au § 2, les termes « Conseil supérieur » sont remplacés par les termes « Conseil général » et les termes « unité de formation » sont à chaque fois remplacés par les termes « unité d'enseignement »;

3° au § 3, les termes « Conseil supérieur » sont remplacés par les termes « Conseil général ».

4° le § 5 est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« A partir de 2003, la proportion ou le nombre visé au § 2 intègre également les apprenants bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (RIS) ou d'une aide financière équivalente au revenu d'intégration sociale (ERIS), visé à l'article 12, § 3, alinéa 9, 5ème tiret, de la loi du 29 mai 1959, précitée ».

Art. 25. A l'article 58 du même décret, les termes « Conseil supérieur » sont à chaque fois remplacés par les termes « Conseil général » et les termes « unités de formation » sont remplacés par les termes « unités d'enseignement ».

Art. 26. A l'article 59 du même décret, les termes « Conseil supérieur » sont à chaque fois remplacés par les termes « Conseil général ».

Art. 27. A l'article 60 du même décret, les termes « Conseil supérieur » sont remplacés par les termes « Conseil général ».

CHAPITRE VII. — *Modifications du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale*

Art. 28. A l'article 10, alinéa 2, du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, les termes « du responsable du service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale » sont remplacés par les termes « de l'inspecteur chargé de la coordination au niveau de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance »;

2° le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° des membres du Bureau du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale, tel que visé à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2014 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale et de son secrétariat permanent. ».

Art. 29. A l'article 13, alinéa 2, du même décret, les termes « Conseil supérieur » sont remplacés par les termes « Conseil général ».

CHAPITRE VIII. — *Modifications du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection*

Art. 30. A l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1°, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, les termes « et de promotion sociale » sont insérés entre les mots « spécialisé » et « organisés ».

Art. 31. A l'article 1^{er} du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 2, le 2° est supprimé;

2° Un § 4 est ajouté, rédigé comme suit :

« Pour l'enseignement de promotion sociale, les articles 23, 24 et 26 sont appliqués uniquement aux membres du personnel qui exercent leurs fonctions dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française ».

Art. 32. Dans le titre du chapitre II du même décret, les termes « et de promotion sociale » sont ajoutés après le mot « spécialisé ».

Art. 33. A l'article 4 du même décret, un § 2 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 2. La fonction de promotion que peuvent exercer les membres du personnel enseignant dans l'enseignement de promotion sociale est la fonction de directeur. ».

Art. 34. A l'article 5 du même décret, un § 2 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 2. Les fonctions de sélection que peuvent exercer les membres du personnel dans l'enseignement de promotion sociale sont les suivantes :

1° sous-directeur;

2° chef d'atelier;

3° secrétaire de direction. ».

Art. 35. Dans le même décret, un chapitre IIIbis est inséré entre le chapitre III et le chapitre IV, intitulé comme suit :
« Chapitre IIIbis. — *Des fonctions donnant accès aux fonctions de sélection et de promotion que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel directeur et auxiliaire d'éducation dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française ainsi que de certaines conditions requises pour y être nommés* »

Art. 36. Dans le même décret, un article 17bis est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. 17bis. — Tout membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation nommé à titre définitif dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française dans une fonction donnant accès à une fonction de sélection peut y être nommé aux conditions suivantes :

1° exercer dans une ou plusieurs fonctions comprenant au total au moins une demi-charge à titre définitif;

2° compter, pour l'accès à une fonction de sélection, une ancienneté de service d'au moins 1800 jours et une ancienneté de fonction d'au moins 600 jours;

3° ne pas avoir encouru une peine disciplinaire, ni avoir fait l'objet d'un retrait de fonctions supérieures au cours des cinq années précédentes.

4° avoir reçu au moins la mention « bon » au dernier bulletin de signalement;

5° être porteur d'un titre requis pour l'exercice d'une fonction donnant accès à la fonction de sélection considérée, ainsi que du titre spécifique lorsqu'il est exigé pour la fonction de sélection considérée;

6° être titulaire du brevet en rapport avec la fonction à conférer;

7° ne pas avoir fait l'objet, dans la fonction considérée, pendant les deux dernières années scolaires, d'un rapport défavorable tel que visé à l'article 75ter de l'arrêté royal du 22 mars 1969 pour une fonction de sélection.

Sans préjudice de la condition fixée à l'alinéa 1^{er}, 5°, par dérogation aux articles 17^{quater}, 17^{quinquies} et 17^{sexties}, et à défaut de candidature d'un membre du personnel de l'enseignement de promotion sociale rencontrant l'ensemble des conditions énumérées à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut nommer un membre du personnel titulaire à titre définitif dans l'enseignement de plein exercice de l'une des fonctions de recrutement aux libellés correspondant aux fonctions de recrutement donnant accès aux fonctions de sélection dans l'enseignement de promotion sociale ou, en ce qui concerne la fonction de sous-directeur, un membre du personnel titulaire à titre définitif d'une fonction de rang 1 ou de rang 2 dans les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française visée par le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. ».

Art. 37. Dans le même décret, un article 17^{ter} est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. 17^{ter}. — Les sous-directeurs ayant eu accès à la fonction de promotion de directeur à titre temporaire à partir d'une des fonctions du personnel auxiliaire d'éducation ne peuvent accéder à la fonction de directeur à titre définitif. ».

Art. 38. Dans le même décret, un article 17^{quater} est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. 17^{quater}. — Pour être nommés à la fonction de sélection de sous-directeur dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° être nommés à la fonction de professeur de cours généraux, de cours spéciaux, de cours techniques ou de cours technique et de pratique professionnelle; de professeur de psychologie, pédagogie, méthodologie; de conseiller à la formation, de coordonnateur qualité; à la fonction d'éducateur-secrétaire, d'éducateur-économiste ou de secrétaire de direction;

2° être porteurs d'un titre requis pour l'exercice de la fonction visée au 1°;

3° être porteurs d'un titre du niveau supérieur. ».

Art. 39. Dans le même décret, un article 17^{quinquies} est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. 17^{quinquies}. — Pour être nommés à la fonction de sélection de chef d'atelier dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° être nommés à la fonction de recrutement de professeur de cours techniques, de professeur de pratique professionnelle, de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire;

2° être porteurs d'un titre requis pour l'exercice de la fonction visée au 1°;

3° être porteurs d'un titre du niveau secondaire supérieur ou du niveau supérieur. ».

Art. 40. Dans le même décret, un article 17^{sexties} est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. 17^{sexties}. — Pour être nommés à la fonction de sélection de secrétaire de direction dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° être nommés à la fonction de recrutement d'éducateur-secrétaire;

2° être porteurs d'un titre requis pour l'exercice de la fonction visée au 1°;

3° être porteurs d'un titre du niveau supérieur. ».

Art. 41. Dans le même décret, un article 17^{septies} est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. 17^{septies}. — Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 17^{bis}, les services effectifs rendus en fonction principale dans l'Enseignement de promotion sociale de la Communauté française à partir du 1^{er} septembre 1998 sont admissibles et calculés selon les règles suivantes :

1° les services effectifs rendus dans une fonction interviennent pour une ancienneté égale à 300 jours, si les services accomplis par année scolaire représentent au moins 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge dans cette fonction;

2° les services effectifs rendus dans une fonction interviennent pour une ancienneté égale à 150 jours par année scolaire, si les services accomplis par année scolaire représentent moins de 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction;

3° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne dépasse pas la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période;

4° trente jours forment un mois;

5° la durée des services admissibles que compte le membre du personnel ne dépasse pas douze mois par année civile.

Les services effectifs que le membre du personnel a rendus en fonction principale dans l'enseignement organisé par la Communauté française avant le 1^{er} septembre 1998 sont également admissibles. ».

Art. 42. Dans le même décret, un article 17^{octies} est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. 17^{octies}. — Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 17^{bis}, les services effectifs rendus en fonction principale dans l'Enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française à partir du 1^{er} septembre 1998 dans la ou les fonctions qui donnent accès à la fonction de sélection sollicitée sont admissibles et calculés selon les règles suivantes :

1° les services effectifs rendus dans une fonction interviennent pour une ancienneté égale à 300 jours, si les services accomplis par année scolaire représentent au moins 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge dans cette fonction;

2° les services effectifs rendus dans une fonction interviennent pour une ancienneté égale à 150 jours par année scolaire, si les services accomplis par année scolaire représentent moins de 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction;

3° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne dépasse pas la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période;

4° trente jours forment un mois;

5° la durée des services admissibles que compte le membre du personnel ne dépasse pas douze mois par année civile. ».

Art. 43. Dans le même décret, un article *19ter* est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. *19ter*. — Le brevet de sous-directeur dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française est délivré au terme de deux sessions de formation, sanctionnées chacune par une épreuve distincte.

La première session de formation vise à développer chez les candidats :

1° des aptitudes relationnelles, en particulier la gestion des ressources humaines: communication interne et externe, prise de parole en public, prise de décision, animation des organes de concertation et de participation, gestion des conflits, techniques de négociation, techniques d'évaluation du personnel, conduite et motivation des groupes, intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs à l'école;

2° l'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

La deuxième session vise à développer chez les candidats l'aptitude à l'utilisation de matières législatives et réglementaires, de capacités de gestion administrative et de gestion pédagogique d'un établissement liées, notamment, aux objectifs généraux de l'enseignement de promotion sociale, à la mise en œuvre des dossiers pédagogiques, aux profils de formation et de certification, à la place de l'enseignement de promotion sociale dans les bassins de vie et dans le paysage de l'enseignement supérieur et aux conventions ».

Art. 44. Dans le même décret, un article *20bis* est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. *20bis*. — Le brevet de chef d'atelier dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française est délivré au terme de deux sessions de formation, sanctionnées chacune par une épreuve distincte.

La première session de formation vise à développer chez les candidats :

1° des aptitudes relationnelles, en particulier la gestion des ressources humaines : communication interne et externe, prise de parole en public, prise de décision, animation des organes de concertation et de participation, gestion des conflits, techniques de négociation, techniques d'évaluation du personnel, conduite et motivation des groupes, intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs à l'école;

2° l'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

La deuxième session vise à développer chez les candidats des aptitudes d'ordre pédagogique et en matière d'action éducative des chargés de cours des cours techniques et des cours de pratique professionnelle, et porte, notamment, sur les objectifs généraux de l'enseignement de promotion sociale, la mise en œuvre des dossiers pédagogiques, les profils de formation et de certification, la place de l'enseignement de promotion sociale dans les bassins de vie et dans le paysage de l'enseignement supérieur, les conventions, la gestion des ateliers dans le respect des dispositions légales, décrétales et réglementaires. ».

Art. 45. Dans le même décret, un article *21ter* est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. *21ter*. — Le brevet de secrétaire de direction dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française est délivré au terme de deux sessions de formation sanctionnées chacune par une épreuve distincte.

La première session de formation vise à développer chez les candidats :

1° des aptitudes relationnelles, en particulier la gestion des ressources humaines: communication interne et externe, prise de parole en public, prise de décision, animation des organes de concertation et de participation, gestion des conflits, techniques de négociation, techniques d'évaluation du personnel, conduite et motivation des groupes, intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs à l'école;

2° l'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

La deuxième session vise à développer chez les candidats les aptitudes législatives et réglementaires, le développement de capacités de gestion administrative et informatique dans l'exercice de leur fonction. ».

Art. 46. A l'article 22 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, le terme « *19ter* » est inséré entre les mots « 19 » et « 20 »;

2° au § 2, les termes « *20bis*, *21ter* » sont ajoutés après le terme « 20 »;

3° au § 3, le 2° est remplacé par « 2° quatre chefs d'établissement de l'enseignement de la Communauté française dont un issu de l'enseignement de promotion sociale ».

Art. 47. A l'article 23 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le terme « *19ter* » est inséré entre les termes « 19 » et « 20 »;

2° à l'alinéa 1^{er}, les termes « *20bis*, *21ter* » sont ajoutés après le terme « 20 »;

3° un alinéa est inséré entre les alinéas 4 et 5, rédigé comme suit :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, tout membre du personnel est admis à la formation à laquelle il désire s'inscrire sauf si, à la date de l'introduction de sa demande de participation, l'intéressé ne satisfait pas ou plus à toutes les conditions énoncées à l'article *17bis*, alinéa 1^{er}, à l'exception du point 6°. Toutefois, l'ancienneté de service requise, visée à l'article *17bis*, alinéa 1^{er}, 2°, pour l'admission à la formation est de 1200 jours pour les formations donnant accès à une fonction de sélection. ».

Art. 48. A l'article 24 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Sur proposition de la Commission permanente, le Gouvernement peut agréer les opérateurs de formation suivants :

1. l'Administration générale de l'Enseignement;
2. les Universités;
3. les Hautes Ecoles;
4. les établissements d'enseignement de promotion sociale. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les formations organisées par les opérateurs de formation visés à l'alinéa 1^{er}, point 2 à 4, sont certifiées par lesdits opérateurs de formation. »;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Pour les formations organisées par l'opérateur de formation visé à l'alinéa 1^{er}, point 1, les épreuves sont certifiées par des jurys dont le Gouvernement arrête la composition et détermine les modalités de fonctionnement. »;

4° à l'alinéa 9, les modifications suivantes sont apportées :

- le terme « 19^{ter} » est inséré entre les termes « 19 » et « 20 »;
- le terme « 20^{bis} » est ajouté après le terme « 20 »;
- le terme « 21^{ter} » est ajouté après le terme « 21 ».

Art. 49. A l'article 26 du même décret, le terme « trois » est supprimé.

Art. 50. A l'article 28 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le terme « 27 » est remplacé par le terme « 17^{ter} »;

2° au § 1^{er}, alinéa 2, les termes « ou, pour l'enseignement de promotion sociale, les autres conditions visées à l'article 17^{bis} » sont ajoutés;

3° au § 2, les termes « ou, pour l'enseignement de promotion sociale, au mois de février précédent. » sont insérés entre les termes « de janvier précédent » et « le titulaire de brevet ».

Art. 51. Un article 45^{bis} est ajouté dans le même décret, rédigé comme suit :

« Les membres du personnel nommés à titre définitif dans l'enseignement de promotion sociale à la fonction de sous-directeur ou à la fonction de chef d'atelier ou à la fonction de secrétaire de direction en vertu des dispositions qui leur étaient applicables avant la date d'entrée en vigueur du décret sont réputés être nommés à titre définitif, dans l'enseignement de promotion sociale, respectivement à la fonction de sous-directeur ou à la fonction de chef d'atelier ou à la fonction de secrétaire de direction.

Les membres du personnel désignés à titre temporaire à la date d'entrée en vigueur du présent décret dans l'enseignement de promotion sociale, à la fonction de sous-directeur ou à la fonction de chef d'atelier ou à la fonction de secrétaire de direction, sont réputés à la date d'entrée en vigueur du présent décret, être désignés à titre temporaire à la fonction de sous-directeur ou de chef d'atelier ou à la fonction de secrétaire de direction. »

CHAPITRE IX. — *Modification du décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention*

Art. 52. A l'article 8, § 2, cinquième tiret, du décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention, les termes « la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale » sont remplacés par les termes « Le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale ».

CHAPITRE X. — *Modification du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 53. A l'article 5, alinéa 2, 5°, du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, les termes « le Conseil supérieur » sont remplacés par les termes « le Conseil général ».

CHAPITRE XI. — *Modifications du décret-programme du 10 décembre 2015 portant diverses mesures relatives à l'enseignement spécialisé, aux Bâtiments scolaires, à l'Enfance, à la Culture, à l'enseignement supérieur, au financement de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire et à l'enseignement de promotion sociale*

Art. 54. A l'article 37 du décret-programme du 10 décembre 2015 portant diverses mesures relatives à l'enseignement spécialisé, aux Bâtiments scolaires, à l'Enfance, à la Culture, à l'enseignement supérieur, au financement de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire et à l'enseignement de promotion sociale, le nombre « 36 » est remplacé par le nombre « 38 ».

Art. 55. A l'article 38, § 2, du même décret, le nombre « 37 » est remplacé par le nombre « 39 ».

Art. 56. A l'article 39, § 1^{er}, du même décret, le nombre « 36 » est remplacé par le nombre « 38 ».

Art. 57. A l'article 40 du même décret, le nombre « 36 » est remplacé par le nombre « 38 » et le nombre « 35 » est remplacé par le nombre « 37 ».

Art. 58. A l'article 45 du même décret, le nombre « 36 » est remplacé par le nombre « 38 ».

Art. 59. A l'article 47 du même décret, un § 3 est ajouté, rédigé comme suit :

« Outre les conditions énumérées à l'article 39, §§ 2 et 3, le Gouvernement peut fixer des conditions complémentaires pour l'accès au module de formation visé à l'article 37, 3°. »

CHAPITRE XII. — *Disposition finale*

Art. 60. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 5, 6, 7, 10, 11 et 12 à 19 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 février 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

(1) *Session 2016-2017*

Documents du Parlement. Projet de décret, n°392-1. Rapport, n° 392-2

Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du 8 février 2017.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2017/11051]

9 FEBRUARI 2017. — **Decreet houdende diverse maatregelen inzake onderwijs voor sociale promotie (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Artikel 1. In artikel 12, § 3, negende lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt het vijfde streepje vervangen door : "de personen die het leefloon of gelijkwaardige financiële sociale bijstand genieten".

Art. 2. In artikel 24, § 4, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. de woorden "opleidingseenheden" worden vervangend door de woorden "onderwijseenheden";
2. de woorden "van stelsel 2 of van stelsel 1" worden geschrapt;
3. de woorden "van de Overlegcommissie bedoeld bij artikel 15 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie" worden vervangen door de woorden "van de Algemene raad bedoeld bij artikel 78 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie".

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 3. § 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een bijkomend lid toegevoegd, luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste lid, zijn de artikelen 79, 82, 83, 84, 86, 87, 88, 89, 90 en 91 niet van toepassing op het onderwijs voor sociale promotie."

§ 2. In hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° artikel 83, eerste lid, 3°bis wordt geschrapt;
- 2° in artikel 83, eerste lid, 4°, worden de woorden "in het onderwijs voor sociale promotie, is de vereiste ambtsanciënniteit van minstens 600 dagen;" geschrapt;
- 3° artikel 83, eerste lid, 7°, wordt geschrapt;
- 4° artikel 84, tweede lid, wordt geschrapt.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd*

Art. 4. § 1. Artikel 1bis van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, wordt geschrapt.

§ 2. In hetzelfde besluit, wordt bijlage 1 afgeschaft.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie*

Art. 5. In artikel 5bis van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij punt 2°, wordt punt g) vervangen door “g) de lestijden voor pedagogische begeleiding”;

2° punt 5° wordt vervangen door hetgeen volgt :

“5° activiteiten voor beroepsontwikkeling : leeractiviteiten bedoeld bij artikel 76, 2°, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;”;

3° punt 6° wordt vervangen door :

“6° bijkomende lestijden : lestijden georganiseerd in het kader van de toegang tot of de bekrachtiging van een onderwijseenheid ten gunste van één of meerdere studenten die moeilijkheden ervaren om bepaalde bekwaamheden te bemeesteren die vooraf vereist worden of sommige leerresultaten van een onderwijseenheid;”;

4° punt 13° wordt vervangen door “13° pedagogische of technische deskundigheid : onderwijsactiviteiten die statutair verbonden zijn met een ambt van een onderwijseenheid. Deze activiteiten hebben tot doel het onderhoud, de ontwikkeling van pedagogische ondersteuningsmiddelen, de ontwikkeling van administratieve ondersteuningsmiddelen, de creatie en de ontwikkeling van onderzoeksactiviteiten, pedagogische projecten, de coördinatie van studieraden en de pedagogische begeleiding van studenten of kandidaat-studenten;”;

5° punt 15° wordt vervangen door hetgeen volgt : “15° e-learning : online leeractiviteiten gericht op de ontwikkeling van bevoegdheden door de lerende en gestructureerd via de interactie met de voorged en gelijken;”;

6° een punt 25° wordt toegevoegd, luidend als volgt :

“25° lestijden pedagogische begeleiding : lestijden georganiseerd ten bate van één of meerdere studenten die het toelaten voor de pedagogische begeleiding te zorgen;”;

7° een punt 26° wordt toegevoegd, luidend als volgt :

“26° opleidingsactiviteiten : activiteiten voor de ontwikkeling van competenties die beantwoorden aan bepaalde aanvragen van openbare, private instellingen en die rusten op een structuur van pedagogische doelstellingen zonder dat deze geformaliseerd worden in een pedagogisch dossier, en die niet het voorwerp uitmaken van een evaluatie door de Studieraad.”.

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, wordt het woord “erkenning” vervangen door het woord “valorisatie”;

2° er wordt een bijkomend lid toegevoegd, luidend als volgt :

“De valorisatie is het proces voor de analyse van de formele, niet-formeel en informeel verworven competenties van de student, tegenover de vooraf bij de toegang vereiste bekwaamheden of de leerresultaten in het kader van de vrijstelling van sommige onderwijsactiviteiten van een onderwijseenheid of van de bekrachtiging van een onderwijseenheid.”.

Art. 7. Artikel 36 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 36. - § 1. De pedagogische begeleiding is een individuele of collectieve onderwijsactiviteit voor betere slaagkansen met als doel de identificatie, de steun of het remediëren van de mogelijke leermoeilijkheden van één of meerdere studenten ingeschreven in één onderwijseenheid ertoe strekkend de ontwikkeling en het verwerven van leerresultaten met beteren kansen op slagen, te bevorderen.

Onverminderd artikel 91/6, beslist de Studieraad over het nut, de inhoud en de duur van deze onderwijsactiviteiten.

§ 2. Elke inrichtende macht van het onderwijs voor sociale promotie bepaalt het pedagogische project van de inrichting/instelling alsook het begeleidingsplan voor de studenten.

De Regering bepaalt de criteria voor de evaluatie van het begeleidingsplan voor de studenten.

De inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie wordt belast met de evaluatie van het begeleidingsplan voor de studenten.

§ 3. Er wordt een referentiepersoon aangewezen binnen het pedagogisch personeel en het opvoedend hulppersoneel van elke inrichting/instelling om het geheel van de onderwijsactiviteiten te coördineren die betrekking hebben op de omkadering, de bijkomende lestijden, de valorisatie van formele, niet-formele en informele leerresultaten, de pedagogische begeleiding bij de studieraad en de pedagogische en technische expertise.

De referentiepersoon wordt aangewezen door de inrichtende macht waaronder de inrichting/instelling voor sociale promotie ressorteert. Indien genoemde inrichting/instelling onder het net van de Franse Gemeenschap ressorteert, wordt de referentiepersoon door de directie van de inrichting/instelling aangewezen.”.

Art. 8. In artikel 48 van hetzelfde decreet, wordt een § 9 toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 9. In afwijking van § 2, is de leeftijd van diploma-uitreiking bedoeld bij punt 3° niet van toepassing in het geval een co-diplomerings met een universiteit, een hogeschool of een hogere kunstschool.”.

Art. 9. In artikel 51 van hetzelfde decreet, worden de woorden “Het getuigschrift voor pedagogische bekwaamheden (GPB) bedoeld in artikel 16 van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurspersoneel en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, kunstonderwijs en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen;” vervangen door de woorden “Het getuigschrift voor pedagogische bekwaamheden (GPB) bedoeld in artikel 17 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs en in artikel 16 van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurspersoneel en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, kunstonderwijs en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen;” .

Art. 10. In artikel 91/6 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt een 5° toegevoegd, luidend als volgt : “5° opleidingsactiviteiten”;

2° in het tweede lid, worden de woorden “8 %” vervangen door de woorden “10 %”;

3° een derde lid wordt toegevoegd, luidend als volgt :

“Behoudens afwijking toegekend door de Regering voor een bepaalde duur en met uitzondering van de lestijden gefinancierd op basis van de overeenkomsten bedoeld bij artikel 114, kan het geheel van de lestijden bestemd voor de opleidingsactiviteiten niet het maximum van 1 % van de organieke lestijndotatie bedoeld bij artikel 82, overschrijden.”.

Art. 11. In artikel 96ter van hetzelfde decreet, worden de woorden “Onder herstructurering verstaat men het overnemen door een zelfstandige instelling van een of meerdere vestigingen die afhangen van een andere instelling of een herstructurering van het aanbod inzake onderwijs wat betreft het onderwijsniveau”.

Art. 12. Er wordt een artikel 120bis ingevoegd in hetzelfde decreet, luidend als volgt :

“Art. 120. — § 1. De inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie kunnen alternerende opleidingen in het secundair onderwijs organiseren.

§ 2. Het alternerend secundair onderwijs voor sociale promotie is een onderwijs waarin het verwerven van de nuttige competenties voor het verkrijgen van een getuigschrift, geschiedt in ondernemingen ten belope van 40 % van de onderwijsactiviteiten van de afdeling.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de verdeling van het overblijvende 60 %.

Het woord “onderneming” omhelst de non-profit sector alsook de overheidsdiensten, binnen en buiten de Franse Gemeenschap.”.

Art. 13. Er wordt een artikel 120ter in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 120ter. — § 1. Het aantal lestijden voorgedragen in het pedagogisch dossier dat werkelijk wordt georganiseerd door de inrichtingen voor alternerend onderwijs voor sociale promotie wordt opgenomen op de lestijndotatie van de betrokken inrichtingen, overeenkomstig de artikelen 82 tot 93 en 102.

§ 2. Het feit dat een student eenheden van alternerend onderwijs volgt houdt geen wijziging in van de bedragen van het inschrijvingsgeld alsook van de vrijstellingen ervan die in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie geldig zijn.”.

Art. 14. Er wordt een artikel 120quater in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 120quater. — De leeractiviteiten bevatten activiteiten voor het verwerven van competenties in een onderneming die geëvalueerd worden.

De onderneming neemt deel aan de evaluatie van de verwerving van competenties volgens de nadere regels bepaald in de overeenkomst voor alternerend onderwijs.

De Regering bepaalt de plaatsen waar de leeractiviteiten van de opleiding plaatsvinden”.

Art. 15. Er wordt een artikel 120quinquies in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 120quinquies. — Het alternerend secundair onderwijs voor sociale promotie kan georganiseerd worden in de sectoren die leiden tot schaarsteberoepen, nieuwe beroepen, evoluerende beroepen, beroepen in verband met de duurzame ontwikkeling of beroepen die verband houden met het herstel van de economie.”.

Art. 16. Er wordt een artikel 120sexties in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 120sexties. — De opleidingen van het alternerend onderwijs kunnen toegang verlenen tot overeenstemmende getuigschriften zoals bedoeld bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de gelijkwaardigheid van de diploma's uitgereikt in het onderwijs voor sociale promotie van 1 oktober 1991.”.

Art. 17. Er wordt een artikel 120septies in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 120septies. — De aldus uitgereikte getuigschriften leiden tot niveaus van kwalificatie erkend in het Franstalig kwalificatiekader.”.

Art. 18. Er wordt een artikel 120octies in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 120octies. — Iedere student die ingeschreven is voor een opleiding georganiseerd in het alternerend onderwijs sluit een overeenkomst voor alternerend onderwijs.

De Regering bepaalt de nadere regels en het model van de overeenkomst voor alternerend onderwijs.”.

Art. 19. Er wordt een artikel 120nonies in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 120nonies. — Er wordt jaarlijks vanaf hun inwerkingtreding een verslag over de evaluatie van de toepassing van de artikelen 120bis tot 120octis gemaakt dat aan de Regering en het Parlement wordt overgezonden.”.

Art. 20. Artikel 123*bis* van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 123*bis*. — § 1. Er wordt een subregionale commissie opgericht die overeenstemt met elke KOVA-regio (Kwalificerend Onderwijs – Vorming Arbeidsmarkt – “Enseignement qualifiant – Formation Emploi – EFE”) bepaald bij § 2.

§ 2. De KOVA-regio's bedoeld bij § 1 zijn de geografische zones die bepaald zijn bij artikel 3 van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming – Arbeidsmarkt. Deze zijn de volgende :

1. de KOVA-regio Brussel omvat de volgende gemeenten : Anderlecht, Oudergem, Sint-Agatha-Berchem, Brussel, Etterbeek, Evere, Vorst, Ganshoren, Elsene, Jette, Koekelberg, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Sint-Joost-ten-Noode, Schaerbeek, Ukkel, Watermaal-Bosvoorde, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe;

2. de KOVA-regio Waals-Brabant omvat de volgende gemeenten : Bevekom, Eigenbrakel, Kasteelbrakel, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécinne, Incourt, Ittre, Geldenaken, Terhulpen, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nijvel, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubeke, Walhain, Waterloo, Waver, Villers-la-Ville;

3. de KOVA-regio “Wallonie Picarde” omvat de volgende gemeenten : Antoing, Aat, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Komen-Waasten, Elzele, Édingen, Estaimpuis, Vloesberg, Frasnes-lez-Anvaing, Lessen, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Moeskroen, Pecq, Peruwelz, Rumes, Silly, Doornik;

4. De KOVA-regio “Hainaut Centre” omvat de volgende gemeenten : Binche, Boussu, 's-Gravenbrakel, Chapelle lez Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Bergen, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Zinnik;

5. De KOVA-regio “Hainaut Sud” omvat de volgende gemeenten : Aiseau-Présles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erquelines, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Froidchapelle, Gerpennes, Ham-sur-Heure, Les Bons Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, Viroinval en Walcourt;

6. De KOVA-regio Namen omvat de volgende gemeenten : Andenne, Anhée, Assesse, Beauraing Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namen, Ohey, Onhaye, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir;

7. de KOVA-regio Luxemburg omvat de volgende gemeenten : Aarlen, Attert, Aubange, Bastenaken, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Étalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hottot, Houffalize, La-Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neufchâteau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin;

8. de KOVA-regio Luik omvat de volgende gemeenten : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Luik, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Wezet;

9. de KOVA-regio Hoi-Borgworm omvat de volgende gemeenten : Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Hoi, Lincint, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Borgworm, Wasseiges;

10. de KOVA-regio Verviers omvat de volgende gemeenten : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

§ 3. De subregionale commissies hebben tot opdracht :

— elke aangelegenheid te onderzoeken die betrekking heeft op het aanbod van onderwijs voor sociale promotie in het kader van de bevoegdheden van de KOVA-regio's;

— voor de samenhang zorgen van het aanbod van onderwijs met de vastgestelde sociaal-economische behoeften door een verband te leggen met de structuren die de sociaal-economische deelnemers samen brengen in de KOVA-regio's en in samenwerking met elke instantie die verband houdt met het onderwijs;

— voor de algemene raad bedoeld bij artikel 78 adviezen uit te brengen, op eigen initiatief of op verzoek van deze;

— adviezen uit te brengen zoals bedoeld bij artikel 13, § 1, 4°, van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming – Arbeidsmarkt.

§ 4. Iedere commissie bedoeld bij § 1 bestaat uit één lid per inrichting/instelling waarvan de zetel of een vestiging gelegen is in de KOVA-regio, en één vertegenwoordiger van elke representatieve vakvereniging krachtens de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

In afwijking van het eerste lid, indien de regio meer dan 30 inrichtingen of vestigingen bedraagt, wordt de vakbondsvertegenwoordiging op 3 vertegenwoordigers gebracht voor elke vakvereniging bedoeld bij het eerste lid.

Het lid dat de inrichtingen vertegenwoordigt is het inrichtingshoofd. Bij gebreke daaraan wordt een afgevaardigde aangewezen :

— door het inrichtingshoofd voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs;

— door de inrichtende macht van de inrichting voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs.

De mandaten worden niet bezoldigd. De leden hebben nochtans recht op de terugbetaling van hun verplaatsingskosten.”.

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 21. In artikel 33 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de woorden “van de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie opgericht” vervangen door de woorden “van de Algemene raad voor het onderwijs voor sociale promotie opgericht”.

Art. 22. In artikel 58 van hetzelfde decreet, worden de woorden “en de Overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie” vervangen door de woorden “en de Algemene raad voor het onderwijs voor sociale promotie bedoeld bij artikel 33”.

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie*

Art. 23. In artikel 53 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij punt 4., worden de woorden “Hoge Raad” : de Hoge Raad voor het Onderwijs voor Sociale Promotie die wordt bedoeld door artikel 78 van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991;” vervangen door de woorden “Algemene Raad” : de Algemene Raad voor het Onderwijs voor Sociale Promotie die wordt bedoeld bij artikel 78 van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991;”;

2° bij punt 6., worden de woorden “eenheid voor aanpassings- of remediëringsopleidingen” : een opleidingseenheid gedefinieerd in artikel 13 van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991 en dat de cursisten in staat stelt de voorbereidende vaardigheden te verwerven die vereist zijn voor toelating tot een voorbereidende of kwalificerende opleiding;” vervangen door de woorden “onderwijseenheid voor aanpassings of remediëring” : een onderwijseenheid gedefinieerd in artikel 13 van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991 en die de cursisten in staat stelt de voorbereidende vaardigheden te verwerven die vereist zijn voor de toelating tot een voorbereidende of kwalificerende opleiding;”.

Art. 24. In artikel 54 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1, worden de woorden “van de Hoge raad” vervangen door de woorden “van de Algemene raad”;

2° bij § 2, worden de woorden “de Hoge raad” vervangen door de woorden “de Algemene raad” en de woorden “Worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van het in het eerste lid bedoelde percentage of aantal, zijn de cursisten die zijn ingeschreven :

1. ofwel in een opleidingsafdeling of -eenheid die het voorwerp is van de overeenkomsten die worden bedoeld in de artikelen 114 en 115 van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991 en die wordt gefinancierd door de externe partner, ten belope van ten minste 50 %;

2. ofwel in een opleidingsafdeling of -eenheid die geklasseerd is op het niveau van het hoger onderwijs voor sociale promotie.” door de woorden “Worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van het in lid 1 bedoelde percentage of aantal, de cursisten die zijn ingeschreven :

1. ofwel in een onderwijsafdeling of -eenheid die het voorwerp maakt van de overeenkomsten die worden bedoeld in de artikelen 114 en 115 van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991 en die wordt gefinancierd door de externe partner, ten belope van ten minste 50 %;

2. ofwel in een onderwijsafdeling of -eenheid die gerangschikt wordt op het niveau van het hoger onderwijs voor sociale promotie.”;

3° bij § 3, worden de woorden “de Hoge raad” vervangen door de woorden “de Algemene raad”;

4° § 5 wordt afgeschaft en vervangen door hetgeen volgt :

“Vanaf 2003 houdt de verhouding of het aantal bedoeld in § 2 eveneens rekening met de cursisten die het leefloon of gelijkwaardige financiële sociale bijstand genieten”, bedoeld in artikel 12, § 3, negende lid, vijfde streepje, van voormelde wet van 29 mei 1959”.

Art. 25. In artikel 58 van hetzelfde decreet worden de woorden “Hoge Raad” telkens vervangen door de woorden “Algemene Raad” en de woorden “die de organisatie inhouden van eenheden voor aanpassings- of remediëringsseenheden” door de woorden “die de organisatie inhouden van onderwijseenheden voor aanpassing of remediëring”.

Art. 26. In artikel 59 van hetzelfde decreet, worden de woorden “Hoge Raad” telkens door de woorden “Algemene Raad” vervangen.

Art. 27. In artikel 60 van hetzelfde decreet, worden de woorden “Hoge Raad” door de woorden “Algemene Raad” vervangen.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het decreet van 30 juni 1998 met betrekking tot de bijscholing van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie*

Art. 28. In artikel 10, tweede lid, van het decreet van 30 juni 1998 met betrekking tot de bijscholing van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 2° worden de woorden “de verantwoordelijke van de inspectiedienst voor het onderwijs voor sociale promotie” vervangen door de woorden “de inspecteur belast met de coördinatie voor het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs”;

2° 3° wordt vervangen als volgt :

“3° leden van het Bureau van de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2014 tot bepaling van de nadere regels voor de organisatie en de werking van de Algemene raad voor het onderwijs voor sociale promotie en van zijn vast secretariaat.”.

Art. 29. In artikel 13, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “Hoge Raad” vervangen door de woorden “Algemene Raad”.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten*

Art. 30. In artikel 1, § 1, 1°, van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, worden de woorden “voor sociale promotie” ingevoegd tussen de woorden “onderwijs” en “georganiseerd”.

Art. 31. In artikel 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2 wordt 2° geschrapt;

2° Er wordt een §4 toegevoegd, luidend als volgt :

“Voor het onderwijs voor sociale promotie zijn de artikelen 23, 24 en 26 slechts van toepassing op de personeelsleden die hun ambt uitoefenen in de inrichtingen voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap”.

Art. 32. Onder de titel van hoofdstuk II van hetzelfde decreet worden de woorden “voor sociale promotie” toegevoegd na de woorden “secundair onderwijs”.

Art. 33. In artikel 4 van hetzelfde decreet wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 2. Het bevorderingsambt dat de leden van het onderwijzend personeel mogen uitoefenen in het onderwijs voor sociale promotie is het ambt van directeur.”.

Art. 34. In artikel 5 van hetzelfde decreet wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 2. De selectieambten die de personeelsleden mogen uitoefenen in het onderwijs voor sociale promotie zijn de volgende :

1° onderdirecteur;

2° werkmeester;

3° directiesecretaris.”.

Art. 35. In hetzelfde decreet, wordt een hoofdstuk IIIbis ingevoegd tussen hoofdstuk III en hoofdstuk IV, luidend als volgt :

“Hoofdstuk IIIbis. — *De ambten die toegang geven tot de selectieambten en de bevorderingsambten die de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het bestuurs- en opvoedend hulppersoneel mogen uitoefenen in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, alsook bepaalde voorwaarden die vereist zijn om erin benoemd te worden.*”.

Art. 36. In hetzelfde decreet wordt een artikel 17bis toegevoegd, luidend als volgt :

“Art. 17bis. Elk lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel dat vast benoemd is in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap in een ambt dat toegang geeft tot een selectieambt, kan in dat ambt benoemd worden onder de volgende voorwaarden :

1° één of meer ambten uitoefenen met in totaal ten minste een halve opdracht in vast verband;

2° een dienstanciënniteit van ten minste 1800 dagen en een ambtsanciënniteit van ten minste 600 dagen tellen voor de toegang tot een selectieambt;

3° geen tuchtstraf opgelopen hebben of geen intrekking van de hogere functies hebben gekregen tijdens de vorige vijf jaar;

4° ten minste de vermelding « goed » hebben gekregen op de laatste beoordelingsstaat;

5° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van een ambt dat toegang geeft tot het betrokken selectieambt, alsook van het specifieke bekwaamheidsbewijs indien vereist voor het betrokken selectieambt;

6° titularis zijn van het brevet dat verband houdt met het te begeven ambt;

7° geen ongunstig verslag hebben gekregen in het betrokken ambt tijdens de twee laatste schooljaren, zoals bedoeld in artikel 75ter van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 voor een selectieambt.

Onverminderd de voorwaarde bepaald in het eerste lid, 5°, in afwijking van de artikelen 17quater, 17quinquies en 17sexties, en bij gebrek aan kandidatuur van een personeelslid van het onderwijs voor sociale promotie waarbij het geheel van de voorwaarden opgesomd in het eerste lid vervuld zijn, kan de Regering een personeelslid in vast verband benoemen in het onderwijs met volledig leerplan in één van de wervingsambten met de opschriften die overeenstemmen met de wervingsambten die toegang geven tot de selectieambten in het onderwijs voor sociale promotie of, wat betreft het ambt van onderdirecteur, een personeelslid in vast verband in een ambt van rang 1 of rang 2 in de Hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap bedoeld in het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen.”.

Art. 37. In hetzelfde decreet wordt een artikel 17ter toegevoegd, luidend als volgt :

“Art. 17ter. De onderdirecteurs die toegang hebben gekregen tot het bevorderingsambt van directeur in tijdelijk verband vanuit één van de ambten van het opvoedend hulppersoneel, mogen geen toegang hebben tot het ambt van directeur in vast verband.”.

Art. 38. In hetzelfde decreet wordt een artikel 17quater toegevoegd, luidend als volgt :

“Art. 17quater. Om benoemd te worden in het ambt van onderdirecteur in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap moeten de personeelsleden :

1° benoemd zijn in het ambt van leraar algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken of technische vakken en beroepspraktijk; van leraar psychologie, pedagogie, methodologie; adviseur bij de opleiding, kwaliteitscoördinator; van het ambt opvoeder-secretaris, opvoeder-huismeester of directiesecretaris;

2° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs vereist voor de uitoefening van het ambt bedoeld in 1°;

3° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau.”.

Art. 39. In hetzelfde decreet wordt een artikel *17quinquies* toegevoegd, luidend als volgt :

“Art. *17quinquies*. Om benoemd te worden in het selectieambt van werkmeester in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap moeten de personeelsleden :

1° benoemd zijn in het wervingsambt van leraar technische vakken, leraar beroepspraktijk, leraar technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs;

2° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs vereist voor de uitoefening van het ambt bedoeld in 1°;

3° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair niveau of van het hoger niveau.”.

Art. 40. In hetzelfde decreet wordt een artikel *17sexties* toegevoegd, luidend als volgt :

“Art. *17sexties*. Om benoemd te worden in het selectieambt van directiesecretaris in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap moeten de personeelsleden :

1° benoemd zijn in het wervingsambt van opvoeder-secretaris;

2° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van het ambt bedoeld in 1°;

3° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau.”.

Art. 41. In hetzelfde decreet wordt een artikel *17septies* toegevoegd, luidend als volgt :

“Art. *17septies*. Voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in artikel *17bis* komen de werkelijke diensten geleverd als hoofdamt in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap vanaf 1 september 1998 in aanmerking en worden berekend volgens de volgende regels :

1° de werkelijke diensten geleverd in een ambt tellen voor een anciënniteit gelijk aan 300 dagen indien de diensten geleverd per schooljaar ten minste 50 % van het aantal lestijden per jaar vertegenwoordigen dat nodig is om een opdracht in dit ambt te vormen;

2° de werkelijke diensten geleverd in een ambt tellen voor een anciënniteit gelijk aan 150 dagen per schooljaar indien de diensten geleverd per schooljaar ten minste 50 % van het aantal lestijden per jaar vertegenwoordigen dat nodig is om een volledige opdracht in dit ambt te vormen;

3° de duur van de diensten geleverd in twee of meer ambten met volledige of onvolledige prestaties die simultaan werden uitgeoefend, mag niet de duur van de diensten overschrijden die geleverd werden in een ambt met volledige prestaties uitgeoefend tijdens dezelfde periode;

4° dertig dagen vormen één maand;

5° de duur van de diensten die in aanmerking komen en die het personeelslid telt, mag niet twaalf maanden per kalenderjaar overschrijden.

De werkelijke diensten die het personeelslid geleverd heeft als hoofdamt in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap vóór 1 september 1998 komen ook in aanmerking.”.

Art. 42. In hetzelfde decreet wordt een artikel *17octies* toegevoegd, luidend als volgt :

“Art. *17octies*. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel *17bis*, komen de werkelijke diensten geleverd als hoofdamt in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap vanaf 1 september 1998 in het of de ambten die toegang geven tot het gevraagde selectieambt in aanmerking en worden berekend volgens de volgende regels :

1° de werkelijke diensten geleverd in een ambt tellen voor een anciënniteit gelijk aan 300 dagen indien de diensten geleverd per schooljaar ten minste 50 % van het aantal lestijden per jaar vertegenwoordigen dat nodig is om een opdracht in dit ambt te vormen;

2° de werkelijke diensten geleverd in een ambt tellen voor een anciënniteit gelijk aan 150 dagen per schooljaar indien de diensten geleverd per schooljaar ten minste 50 % van het aantal lestijden per jaar vertegenwoordigen dat nodig is om een volledige opdracht in dit ambt te vormen;

3° de duur van de diensten geleverd in twee of meer ambten met volledige of onvolledige prestaties, die simultaan uitgeoefend werden, mag niet de duur van de diensten overschrijden die geleverd werden in een ambt met volledige prestaties uitgeoefend tijdens dezelfde periode;

4° dertig dagen vormen één maand;

5° de duur van de diensten die in aanmerking komen en die het personeelslid telt, mag niet twaalf maanden per kalenderjaar overschrijden.”.

Art. 43. In hetzelfde decreet wordt een artikel *19ter* toegevoegd, luidend als volgt :

“Art. *19ter*. Het brevet van onderdirecteur van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap wordt uitgereikt na twee vormingssessies; elke sessie wordt afgesloten met een afzonderlijke proef.

De eerste vormingssessie heeft als doel de volgende eigenschappen bij de kandidaat te ontwikkelen :

1° relationele bekwaamheden, in het bijzonder human-resources-management : interne en externe communicatie, in het openbaar het woord durven voeren, besluitvorming, animatie van de overleg- en participatieraden, het beheersen van conflicten, onderhandelings technieken, technieken om het personeel te evalueren, leiding en motivatie van groepen, integratie van het opvoedend optreden van de buitenschoolse partners;

2° het aanleren van een methode om zijn eigen optreden te evalueren.

De tweede sessie heeft als doel bij de kandidaten de bekwaamheid te ontwikkelen de materies inzake wetgeving en reglementering te beheersen evenals de ontwikkeling van de capaciteiten inzake administratief beheer en pedagogisch beheer van een inrichting die verbonden zijn aan de algemene doelstellingen van het onderwijs voor sociale promotie, de uitvoering van pedagogische dossiers, de vormings- en kwalificatieprofielen, de plaats van het onderwijs voor sociale promotie in de regio's en in het landschap van het hoger onderwijs en de overeenkomsten”.

Art. 44. In hetzelfde decreet wordt een artikel *20bis* toegevoegd, luidend als volgt :

“Art. *20bis*. Het brevet van werkmeester in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap wordt uitgereikt na twee vormingssessies; elke sessie wordt afgesloten met een afzonderlijke proef.

De eerste vormingssessie heeft als doel de volgende eigenschappen bij de kandidaat te ontwikkelen :

1° relationele bekwaamheden, in het bijzonder human-resources-management : interne en externe communicatie, in het openbaar het woord durven voeren, besluitvorming, animatie van de overleg- en participatieraden, het beheersen van conflicten, onderhandelingstechnieken, technieken om het personeel te evalueren, leiding en motivatie van groepen, integratie van het opvoedend optreden van de buitenschoolse partners;

2° het aanleren van een methode om zijn eigen optreden te evalueren.

De tweede sessie heeft als doel bij de kandidaten pedagogische bekwaamheden en bekwaamheden inzake opvoedingsactie te ontwikkelen bij de opdrachthouders technische vakken en vakken beroepspraktijk en heeft onder meer betrekking op de algemene doelstellingen inzake onderwijs voor sociale promotie, de uitvoering van pedagogische dossiers, de vormings- en kwalificatieprofielen, de plaats van het onderwijs voor sociale promotie in de regio's en in het landschap van het hoger onderwijs, de overeenkomsten, het beheer van de werkplaats met inachtneming van de wets-, decreet of verordeningsbepalingen.”.

Art. 45. In hetzelfde decreet wordt een artikel *21ter* toegevoegd, luidend als volgt :

“Art. *21ter*. Het brevet van directiesecretaris in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap wordt uitgereikt na twee vormingssessies; elke sessie wordt afgesloten met een afzonderlijke proef.

De eerste vormingssessie heeft als doel de volgende eigenschappen bij de kandidaat te ontwikkelen :

1° relationele bekwaamheden, in het bijzonder human-resources-management : interne en externe communicatie, in het openbaar het woord durven voeren, besluitvorming, animatie van de overleg- en participatieorganen, het beheersen van conflicten, onderhandelingstechnieken, technieken om het personeel te evalueren, leiding en motivatie van groepen, integratie van het opvoedend optreden van de buitenschoolse partners;

2° het aanleren van een methode om zijn eigen optreden te evalueren.

De tweede sessie heeft als doel bij de kandidaten de bekwaamheid inzake wetgeving en reglementering, hun capaciteiten inzake administratief en informatica-beheer te ontwikkelen voor de uitoefening van hun ambt.

Art. 46. In artikel 22 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt het woord “*19ter*” ingevoegd tussen de woorden “19” en “20”;

2° in § 2 worden de woorden “*20bis*, *21ter*” toegevoegd na het woord “20”;

3° in § 3 wordt 2° vervangen door “2° vier richtingshoofden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap waaronder één uit het onderwijs voor sociale promotie”.

Art. 47. In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord “*19ter*” ingevoegd tussen de woorden “19” en “20”;

2° in het eerste lid worden de woorden “*20bis*, *21ter*” toegevoegd na het woord “20”;

3° er wordt een lid ingevoegd tussen het vierde en vijfde lid, luidend als volgt :

“In het onderwijs voor sociale promotie komt elk personeelslid in aanmerking voor de opleiding waarvoor het zich wenst in te schrijven, behalve als de betrokkene op de datum van zijn aanvraag om deelneming niet of niet meer voldoet aan alle voorwaarden bedoeld in artikel *17bis*, eerste lid, met uitzondering van punt 6. Nochtans is de vereiste dienstanciënniteit bedoeld in artikel *17bis*, eerste lid, 2°, voor de toelating tot de opleiding, 1200 dagen voor de opleidingen die toegang geven tot een selectieambt.”.

Art. 48. In artikel 24 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“Op de voordracht van de Vaste Commissie kan de Regering de volgende vormingsoperatoren erkennen :

1. De Algemene Administratie onderwijs;
2. De Universiteiten;
3. De Hogescholen;
4. De inrichtingen voor het onderwijs voor sociale promotie.”;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“De vormingen georganiseerd door de vormingsoperatoren bedoeld in het eerste lid, punt 2 tot 4, worden met een getuigschrift bekrachtigd door de betrokken vormingsoperatoren.”;

3° het derde lid wordt vervangen als volgt :

“Voor de vormingen georganiseerd door de vormingsoperator bedoeld in het eerste lid, punt 1, worden de proeven met een getuigschrift bekrachtigd door de examencommissies waarvan de Regering de samenstelling vaststelt en de nadere regels voor de werking bepaalt.”;

4° in het negende lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— het woord “*19ter*” wordt ingevoegd tussen de woorden “19” en “20”;

— het woord “*20bis*” wordt toegevoegd na het woord “20”;

— het woord “*21ter*” wordt toegevoegd na het woord “21”.

Art. 49. In artikel 26 van hetzelfde decreet wordt het woord “drie” geschrapt.

Art. 50. In artikel 28 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, wordt het woord “27” vervangen door het woord “17ter”;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden “of, voor het onderwijs voor sociale promotie, de andere voorwaarden bedoeld in artikel *17bis*” toegevoegd;

3° in § 2 worden de woorden “of, voor het onderwijs voor sociale promotie, op vorige februari.” ingevoegd tussen de woorden “op vorige januari” en “de titularis van het brevet”.

Art. 51. In hetzelfde decreet wordt een artikel 45bis toegevoegd, luidend als volgt :

“De personeelsleden die vast benoemd worden in het onderwijs voor sociale promotie in een ambt van onderdirecteur of in een ambt van werkmeester of in een ambt van directiesecretaris overeenkomstig de bepalingen die op hen werden toegepast voor de inwerkingtreding van het decreet, worden geacht vast benoemd te zijn in het onderwijs voor sociale promotie respectievelijk in het ambt van onderdirecteur of in het ambt van werkmeester of in het ambt van directiesecretaris.

De personeelsleden die tijdelijk aangesteld worden op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet in het onderwijs voor sociale promotie, in het ambt van onderdirecteur of in het ambt van werkmeester of in het ambt van directiesecretaris, worden geacht op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit tijdelijk aangesteld te zijn in het ambt van onderdirecteur of werkmeester of in het ambt van directiesecretaris.”

HOOFDSTUK IX. — Wijziging van het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het Getuigschrift van Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs (GPBHO) (CAPAES) in de hogescholen en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan

Art. 52. In artikel 8, § 2, vijfde streepje, van het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het Getuigschrift van Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs (GPBHO) (CAPAES) in de hogescholen en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan, worden de woorden “de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie” vervangen door de woorden “De Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie”.

HOOFDSTUK X. — Wijziging van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs

Art. 53. In artikel 5, tweede lid, 5°, van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden de woorden “de Hoge Raad” vervangen door de woorden “de Algemene Raad”.

HOOFDSTUK XI. — Wijziging van het programmadecreet van 10 december 2015 houdende verschillende maatregelen inzake gespecialiseerd onderwijs, schoolgebouwen, kind, cultuur, hoger onderwijs, financiering van het universitair en niet-universitair hoger onderwijs en onderwijs voor sociale promotie

Art. 54. In artikel 37 van het programmadecreet van 10 december 2015 houdende verschillende maatregelen inzake gespecialiseerd onderwijs, schoolgebouwen, kind, cultuur, hoger onderwijs, financiering van het universitair en niet-universitair hoger onderwijs en onderwijs voor sociale promotie, wordt het aantal “36” vervangen het aantal “38”.

Art. 55. In artikel 38, § 2, van hetzelfde decreet wordt het aantal “37” vervangen door het aantal “39”.

Art. 56. In artikel 39, § 1, van hetzelfde decreet wordt het aantal “36” vervangen door het aantal “38”.

Art. 57. In artikel 40 van hetzelfde decreet wordt het aantal “36” vervangen door het aantal “38” en wordt het aantal “35” vervangen door het aantal “37”.

Art. 58. In artikel 45 van hetzelfde decreet wordt het aantal “36” vervangen door het aantal “38”.

Art. 59. In artikel 47 van hetzelfde decreet wordt een § 3 toegevoegd, luidend als volgt :

“Naast de voorwaarden opgesomd in artikel 39, §§ 2 en 3, kan de Regering aanvullende voorwaarden bepalen voor de toegang tot de vormingsmodule bedoeld in artikel 37, 3°.”

HOOFDSTUK XII. — Slotbepaling

Art. 60. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2017.

In afwijking van het eerste lid treden de artikelen 5, 6, 7, 10, 11 en 12 tot 19 op 1 september 2017 in werking.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 februari 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen
I. SIMONIS

Nota

(1) Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 392-1. Verslag nr. 392-2.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van 8 februari 2017.